



SWISS RAFTING FEDERATION

Fédération Suisse de Rafting
Schweizerischer Rafting Verband
Federazione Svizzera di Rafting

member of the
International Rafting Federation IRF

rafting@swissraftingfederation.ch
www.swissraftingfederation.ch

OFFICE FEDERAL DU SPORT
Monsieur Marcus FELLER
Route principale 245-253
2532 MACOLIN

Genève, le 28 janvier 2012

**Modifications à apporter
Ordonnance sur les guides de montagne
et les autres organisateurs d'activité à risque**

Cher Monsieur,

Nous avons bien reçu pour consultation le projet d'Ordonnance sur les guides de montagne et les autres prestataires d'activités à risque et vous en remercions.

Afin de mieux estimer la pertinence de nos **demandes de modifications**, permettez-nous de vous présenter notre Fédération:

Le but premier de notre Fédération et de sa Commission Faïtière Rafting est **l'amélioration de la sécurité en eaux-vives**

- par la formation de guides de rafts et de safety kayakers,
- par la mise sur pied de cours de sauvetage en rivière (Rescue 3) et d'examens,
- par le maintien à jour de la réglementation suisse et des principes de sécurité dont "Le langage des signes"
- Nous sommes aussi les organisateurs des Championnats Suisses (descente, slalom, sprint).

Notre appartenance à l'**International Rafting Federation IRF** nous permet de représenter la Suisse sur le plan international, de former des instructeurs internationaux et de sélectionner les membres du team suisse aux Championnats d'Europe et du Monde.

Enfin, nous avons créé le label de sécurité "Safety in White-Water" compréhensible et applicable par chacun au sein des entreprises. Nous vous en remettons un exemplaire en annexe.

Nous joignons aussi à la présente les statuts de notre Fédération.

Nous avons relu avec soin et contrôlé les divers articles du présent projet d'Ordonnance. Notre motivation est le souci d'une plus grande sécurité dans les sports outdoor ainsi que la nécessité d'en réduire les coûts en mettant en concurrence les entreprises de certification et d'équité entre les divers protagonistes.

En résumé, en tant que Fédération spécialisée dans le rafting, le canoë-kayak et la nage en rivière (hydrospeed) notre avis est compétent et devrait faire autorité.

Voici nos remarques et suggestions:

Chapitre 1 Dispositions générales

Art.2,

f. descente en eaux-vives

Hydrospeed et Funyak sont des marques. Il est aussi nécessaire de rajouter "kayak, canoë et radeau" Cette phrase devrait être modifiée comme suit:

(kayak, canoë, flotteur de nage en rivière, tube et radeau)

Chapitre 2 Autorisations

Ce chapitre concerne les guides de montagne, les professeurs de sports de neige, les accompagnateurs de randonnée et les moniteurs d'escalade mais rien n'est dit au sujet des autres sports tels que le canyoning, le rafting, les descentes en eaux vives et le saut à l'élastique. Est-ce un oubli ?

Il manque donc une "section ?" concernant les autres organisateurs d'activité à risque.

Pour le rafting, canoë, kayak et nage en rivière nous proposons:

Quiconque propose, à titre professionnel, en tant que guide, une descente de rivière en raft, canoë, kayak et autre engin à besoin d'une autorisation.

Pour obtenir cette autorisation les guides de rafts doivent être titulaire d'un "brevet suisse de guide de raft" émis par la Swiss Rafting Federation SRF ou par la Swiss Outdoor Association SOA, ou être titulaire de la Certification internationale de "White water rafting guide" de l'International Rafting Federation IRF, en cours de validité (voir annexe).

Ces brevets et certifications IRF doivent, de plus, être accompagnés d'un brevet de premier secours avec CPR en cours de validité.

Le niveau de difficulté des rivières sur lesquelles les guides de rafts sont autorisés à guider est indiqué sur leur brevet ou certifications IRF.

Section 2 Certification

Art. 11

Nous profitons de l'occasion pour rappeler que les certifications de la SQS Association suisse pour système de qualité et de management avec laquelle "Safety in Adventure" collabore, sont d'un coût beaucoup trop élevé (CHF 5750.- la première année et CHF 2800.- les années suivantes (devis 2005) ce qui est autant d'argent en moins pour la sécurité. D'autre part, ces certifications ne résolvent pas le problème des accidents mortels puisque les 2 derniers ont eu lieu dans des entreprises certifiées!

L'expérience nous a montré que la Fondation "Safety in Adventure" favorise l'entreprise de gestion SQS (Association suisse pour système de qualité et de management) et tente d'éliminer les autres entreprises de gestion. Il est extrêmement important que le marché reste ouvert afin de mettre en concurrence les diverses entreprises de certification . Safety in Adventure ne doit pas décider seule du développement des systèmes de gestion de la qualité.

Nous demandons:

Les procédures de **certifications** sont ouvertes à toutes les entreprises de certification des systèmes de gestion de la qualité accréditées par le Service d'accréditation suisse (SAS).

En ce qui concerne le détail des formations, il est probable que "Safety in Adventure" collaborera avec la Swiss Outdoor Association SOA, association poly-sportive qui n'est donc pas spécialisée dans le rafting et tentera d'éliminer notre Fédération alors que c'est bien nous, Swiss Rafting Federation, qui sommes les spécialistes du rafting.

Par exp-érience, nous savons qu'il serait dangereux que le DDPS donne carte blanche à "Safety in Adventure" sans y mettre des barrières d'équité.

Concernant le ch.2 : Nous proposons de rayer la phrase "Le DDPS règle les détails dans un contrat de prestation" et de la remplacer par:

Ch.2 En ce qui concerne le rafting et les descentes en eaux vives, la "Fondation Safety in Adventure" travaille en étroite collaboration avec la Swiss Rafting Federation SRF et la Swiss Outdoor Association SOA pour tout ce qui touche à la formation des guides, aux examens, à la réglementation nationale, aux cours de sauvetage, à la sécurité, aux journées de remise à niveau, à la reconnaissance des certifications internationales IRF et à la compétition.

Section 4 Procédure

Art.15

Ch.3 Au surplus, l'art 6 de la loi (à rajouter) est applicable à la procédure de renouvellement

Art.19 Emoluments

La somme de CHF 500.- pour l'obtention de l'autorisation est beaucoup trop élevée surtout qu'elle vient s'ajouter aux frais de certification (environ CHF 5'000.- à 6'000.- la première année)

Nous proposons:

Ch.1

b. 100 francs pour les autorisations au sens de l'art. 6 de la loi.

Nous proposons aussi d'annuler les paragraphes 3, 4 et 5 afin de restreindre les frais de tous genres qui s'abattent sur les entreprises. Le but de la présente Ordonnance n'est pas de tuer les entreprises touristiques mais bien d'en améliorer la sécurité !

Ch.3 annulé

Ch.4 annulé

CH.5 annulé

Chapitre 3 Obligation de s'assurer en responsabilité civile (à rajouter) et d'informer
Il est probable que les assurances seront toujours réticentes à assurer les entreprises de sports outdoor même après que celles-ci aient été certifiées. Un tel refus représenterait la mort de l'entreprise touristique.

Pour éviter cette éventualité, il serait souhaitable:

1) *Que la Confédération prenne contact puis dresse la liste des compagnies d'assurance favorables à couvrir en responsabilité civile les entreprises de sports outdoor.*

2) *La Confédération pourrait aussi rendre obligatoire (comme pour l'assurance maladie-accident) la prise en charge de l'assurance responsabilité civile des entreprises à condition que celles-ci aient été certifiées.*

3) *Une troisième solution serait que la Confédération donne mandat à la SUVA d'assurer en RC les entreprises outdoor certifiées qui n'auraient pas trouvé une autre assurance RC.*

Chapitre 4 Applicabilité des dispositions pénales de la loi

Art. 22 *Ce chapitre peut être supprimé car les art. 15 et 16 de la loi sont suffisamment explicites*

Chapitre 5 Dispositions finales

Ch.5 *Nous proposons de biffer ce paragraphe du fait que toutes les entreprises d'accréditation accréditées par l'Office Suisse d'accréditation sont reconnues, ce qui a l'avantage de créer de la concurrence entre-elles d'où la baisse de prix souhaitée.*

La Fédération Suisse de Rafting a étudié avec soin la totalité de la présente ordonnance et s'est efforcée de trouver des solutions pour ouvrir le marché à tous, en toute équité, et permettre aux entreprises outdoor de faire face à ces nouvelles et importantes obligations financières tout en améliorant les règles de sécurité vis-à-vis de leur clientèle.

Dans l'espoir qu'il sera tenu compte de nos remarques et propositions nous vous présentons, Monsieur, avec nos remerciements, l'expression de notre plus haute considération.

Julien Delacourz, Président
Swiss Rafting Federation